

Simulations de l'impact de politiques économiques sur la pauvreté et les inégalités

L'analyse de l'évolution des conditions de vie et des comportements des classes moyennes, à la lumière de l'observation statistique, a permis de relever le rôle joué par la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité dans leur élargissement. Elle a permis également de relever l'insuffisance de la croissance économique seule à réduire les inégalités et partant à renforcer le poids démographique et socio-économique des classes moyennes.

Il apparaît évident qu'une politique publique spécifique en faveur des classes moyennes s'avère nécessaire. Aussi, avons-nous élaboré un outil d'évaluation de l'impact de toute politique publique sur la pauvreté et les inégalités, et par conséquent sur les catégories sociales, pour le mettre à la disposition de toute politique s'assignant cet objectif. Nous avons ainsi l'espoir, si non, l'ambition de contribuer à la mise en œuvre des Hautes Directives données par Sa Majesté le Roi dans ce sens au Gouvernement.

Il s'agit d'un modèle d'équilibre général calculable en microsimulation (MEGC) dans lequel le lien micro-macro est établi à travers la réconciliation des informations microéconomiques issues des enquêtes auprès des ménages et des données macroéconomiques fournies par les tableaux de synthèse de la comptabilité nationale. Il a pour cadre comptable la matrice de comptabilité sociale synthétisant l'activité économique nationale en 2007 et l'enquête nationale sur les niveaux de vie et la consommation des ménages de 2007.

Ce modèle, dont l'élaboration a nécessité deux années de travail, permet de quantifier les effets des politiques économiques, quelles soient fiscales, budgétaires, commerciales, de transferts et d'investissement, etc. Les effets peuvent ainsi être appréhendés au niveau macro sur la croissance économique, l'inflation, les équilibres macroéconomiques, la compétitivité interne et externe de l'économie nationale ainsi que sur le revenu et l'épargne des agents économiques. Au niveau micro, un ensemble d'indicateurs de niveaux de vie sont appréhendés, notamment l'évolution

des dépenses de consommation des ménages et sa structure selon les classes sociales, la pauvreté et les inégalités.

Le MEGC, ainsi construit, a été utilisé pour simuler les effets de quelques politiques économiques sur l'économie nationale et sur les niveaux de vie de l'ensemble des ménages et notamment les classes des ménages modestes, moyens et aisés.

Pour illustrer l'utilité de cet outil, nous avons pris deux exemples de politiques économiques : L'un portant sur l'analyse de deux cas arbitrairement choisis de politique fiscale, l'autre portant sur trois simulations de politique d'investissement.

Ces simulations doivent être prises comme une illustration de l'utilité du modèle présenté pour évaluer les changements concrets d'une politique publique aussi bien dans les domaines retenus ou dans tout autre domaine.

I- Le cas d'une politique fiscale

Le système fiscal marocain a fait l'objet, depuis les années 80, de plusieurs réformes pour le rendre plus homogène et cohérent, tout en assurant une certaine équité entre les différents contribuables. Dans ce cadre, les taux d'imposition directs et indirects du système ont été regroupés en quatre grands impôts : l'impôt sur le revenu (IR), l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits d'enregistrement et de timbres.

Des révisions à la baisse et d'élargissement ont été appliquées à plusieurs reprises à l'IR et à l'IS. Le plafond du taux de l'impôt sur le revenu est passé de 52% en 1990 à 40% en 2009. Celui de l'IS se situe aujourd'hui à 30% au lieu de 52% en 1990. La TVA, quant à elle, continue d'être appliquée en quatre taux : 7, 10, 14 et 20.

Si l'impôt direct est conçu pour assurer l'équité sociale en s'appliquant progressivement aux revenus, la TVA sur les produits demeure indifférente par rapport aux niveaux des revenus.

Les mesures simulées dans ce cadre visent à étudier l'impact de la fiscalité directe et de la fiscalité indirecte sur le plan macroéconomique et sur le plan microéconomique. Nous avons choisi deux cas :

- une baisse de l'impôt sur le revenu de 20% ;
- une baisse de la TVA sur les produits agroalimentaires de 50% ;

1- Hypothèse d'une baisse de l'impôt sur le revenu

La révision à la baisse de l'IR de 20% se traduirait par une amélioration du revenu disponible des ménages de 1,2%. Cette amélioration serait de 1,6% pour la classe des ménages aisés, de 1,2% pour celle des ménages moyens et de 0,4% pour celle des ménages modestes. Le volume de la consommation globale augmenterait de près de 0,8%. Cette augmentation serait de 1,2% pour les ménages aisés et de 0,8% pour les ménages moyens et diminuerait par contre d'environ 0,1% pour les ménages modestes. En fait, l'amélioration de la demande domestique agrégée de 0,4% se traduirait par une hausse des prix intérieurs à la consommation de près de 0,5%. Cette tendance haussière neutraliserait le faible effet revenu des ménages modestes.

De manière générale, l'activité économique connaîtrait une certaine relance. La production nationale s'accroîtrait de 0,3%, dégageant une amélioration du PIB de 0,4%. Les recettes publiques générées par l'amélioration de l'activité économique ne permettraient pas de compenser la moins value induite par la révision à la baisse de l'IR et en conséquence, l'épargne publique serait en baisse d'environ un demi-point en pourcentage du PIB.

Cette hypothèse de la baisse de l'IR se traduirait par une mobilité ascendante des effectifs entre les trois classes sociales, avec un élargissement de la taille de la classe moyenne. En effet, le nombre de personnes appartenant aux ménages modestes baisserait de 126 milles personnes, celui des ménages moyens augmenterait de 82 milles personnes et celui des ménages aisés de 44 milles personnes. Globalement, la part de la classe modeste dans la population totale aurait baissé de 34% à 33,6%. En revanche, la part de la

classe moyenne augmenterait de 53% à 53,3% et celle de la classe aisée de 13% à 13,1%.

Malgré cette ascension sociale, les inégalités n'auraient pas connu de baisse, l'indice de GINI passerait de 0,406 à 0,407. De ce fait, la pauvreté au niveau national, au sein de la classe modeste, connaîtrait une légère accentuation d'environ 0,1 point de pourcentage. Le nombre de pauvres s'accroîtrait ainsi de 28 milles personnes.

2-Hypothèse d'une baisse de la TVA sur la consommation des produits de l'agroalimentaire

L'hypothèse de la baisse de la TVA de 50% sur les produits de l'agro-alimentaire est retenue en raison de l'importance de ces produits dans le panier de consommation des ménages, particulièrement modestes et moyens. Cette hypothèse se traduirait par une baisse des prix à la consommation de 0,24%. La consommation des ménages s'améliorerait ainsi de 0,3%, et par conséquent, la demande agrégée sur le marché domestique de 0,15%.

Dans ce contexte, la production nationale s'améliorerait de 0,14%, dégagant une hausse de la valeur ajoutée globale de 0,1%. Cependant, l'épargne publique serait marquée par une dégradation de 0,1 en pourcentage du PIB, en relation avec le manque à gagner de l'Etat sous l'effet de la baisse de la TVA.

Le revenu des ménages connaîtrait une légère amélioration de 0,08%. Par classe, le revenu des ménages modestes s'accroîtrait de 0,1%, celui des ménages moyens et aisés de 0,08%. La consommation en volume des ménages s'améliorerait en conséquence d'environ 0,4% pour les ménages modestes, de 0,3% pour les ménages moyens et de 0,2% pour les ménages aisés.

Cette révision à la baisse de la TVA aurait plus d'effet sur la classe des ménages moyens dont presque 9,6 milles personnes passeraient à la classe

des ménages aisés et recevrait plus de 5 milles personnes de la classe des ménages modestes. Cette mobilité sociale serait confortée par une réduction de la pauvreté au niveau national de 20 milles personnes. Toutefois, les inégalités resteraient figées.

II- Le cas d'une politique d'investissement

L'investissement au Maroc a connu une croissance moyenne de 7,6% durant la période 1999-2008. En pourcentage du PIB, la FBCF est passée de 25,5% en 1999 à 33,6% en 2008. A noter qu'à partir de 2003, le taux d'investissement a connu une hausse continue de plus d'un point par an. Cette tendance pourrait se prolonger durant les années à venir sous l'effet des stratégies de développement sectoriel mises en œuvre.

Dans cet ordre d'idées nous avons retenu trois simulations traitant respectivement de la hausse de l'investissement global, d'une part, et de l'augmentation du stock du capital respectivement dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme, d'autre part.

1. Hypothèse d'un accroissement de l'investissement global

L'augmentation de l'investissement global de 10% par rapport à son niveau observé en 2007 (année de référence) au niveau de l'économie nationale, soit l'équivalent d'environ 20 milliards de DH, se traduirait par un accroissement de la demande agrégée sur le marché domestique de 2%. La production nationale s'améliorerait ainsi de 0,6%, dégageant une hausse de la croissance économique de l'ordre de 1,4%.

Toutefois, la hausse de la demande agrégée exercerait une pression à la hausse sur les prix intérieurs de l'ordre de 3%, affectant ainsi la compétitivité des produits marocains aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur. La demande supplémentaire serait satisfaite davantage par les importations qui s'accroîtraient de près de 4,7%, alors que les exportations subirait une réduction de 2%. En conséquence, le solde extérieur se détériorait de 2,4

points en pourcentage du PIB. En revanche, l'épargne publique serait marquée par une amélioration de 2 points de pourcentage du PIB.

Le revenu disponible des ménages augmenterait de 4%. Toutefois, la hausse des prix intérieurs réduirait l'effet de cette amélioration sur la consommation. Celle-ci ne s'accroîtrait que de 1,1% en volume, et serait de l'ordre de 1,4% chez les ménages modestes contre 1% chez les ménages aussi bien moyens qu'aisés.

La tendance à la hausse de l'investissement global aurait engendré une mobilité sociale du bas vers le haut. Le nombre de personnes quittant la classe des ménages modestes serait de 750 milles personnes et celui des personnes migrant de la classe des ménages moyens vers celle des ménages aisés s'élèverait à 160 milles personnes, soit globalement un élargissement de la classe des ménages moyens d'environ 590 milles personnes. Ainsi, la part des ménages moyens dans la population totale passerait de 53% à 55% et celle des ménages aisés de 13% à 13,5%. Alors que la part des ménages modestes aurait fléchi de 34% à 31,5%.

Les inégalités seraient légèrement en hausse puisque l'indice de GINI passerait de 0,406 à 0,409. Néanmoins, l'importance de la croissance économique l'emporterait sur la persistance des inégalités et par conséquent la pauvreté serait en baisse. Le taux de pauvreté national baisserait de plus d'un demi-point de pourcentage, soit près de 214 milles personnes qui échapperaient à la pauvreté.

Globalement, il ressort que l'augmentation de l'investissement relancerait la croissance économique par l'effet demande. Cependant, cette hausse de la demande serait satisfaite davantage par les importations, ce qui détériorerait notre balance commerciale. Le système productif national pourrait toutefois renverser cette tendance en rentabilisant les investissements réalisés par le renforcement de ses capacités productives.

2. Hypothèse d'une augmentation du stock du capital

Deux simulations sont conduites en matière d'augmentation des capacités de production, et ce pour deux secteurs qui font l'objet de politiques volontaristes des pouvoirs publics. Il s'agit du secteur agricole et du secteur du tourisme.

La première simulation suppose l'augmentation du stock de capital du secteur agricole de 20%, soit l'équivalent de 12 milliards de DH. A cet effet, la production du secteur s'accroîtrait de 18,7% induisant une baisse du prix intérieur du produit agricole de l'ordre de 19%. En conséquence, le niveau général des prix serait en baisse de 1,4% renforçant ainsi la compétitivité du produit marocain tant sur le marché intérieur qu'extérieur. Les exportations seraient en hausse de 3,2% et la part du marché domestique satisfaite par la production nationale serait en accroissement puisque les importations n'augmenteraient que de 1,6%, soit à un rythme inférieur à celui de la demande agrégée qui s'accroîtrait de 2,2%. Le solde commercial serait ainsi en amélioration de 0,1 point en pourcentage du PIB.

Par ailleurs, la baisse du prix du produit agricole induirait une baisse du coût de production du secteur agroalimentaire et partant le prix de vente de son produit. La demande agrégée pour l'agroalimentaire serait en hausse de 4,2% relançant ainsi la production de ce secteur de 4,6%.

De manière générale, cette mesure se traduirait par une augmentation de la production nationale de 2,6% et partant du PIB de 2,5%. Le revenu disponible des ménages serait en hausse de 0,8%. Ceci, conjugué à la baisse simultanée des prix alimentaires et agroalimentaires, renforcerait le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation se trouverait améliorer d'environ 5%. La demande agrégée sur le marché domestique serait en hausse de 2,2%. Mais puisqu'elle serait accompagnée par un accroissement de l'offre globale, elle n'aurait pas d'effet sur les prix intérieurs. Ceux-ci enregistreraient une baisse de 1,4%.

Sur le registre des niveaux de vie selon les catégories de classes des ménages, l'amélioration de la consommation serait de 4,8% pour les ménages modestes, de 5,4% pour les ménages moyens et de 3,6% pour les ménages aisés. Autrement dit, la hausse serait plus marquée chez les deux

premières classes dont les produits alimentaires sont prépondérants dans leurs paniers de consommation.

La classe des ménages modestes connaîtrait une baisse de son effectif de l'ordre de 200 milles personnes qui auraient renforcé la classe des ménages moyens. De même, 90 milles personnes de cette dernière passeraient dans la classe des ménages aisés, ce qui met en exergue un élargissement de la classe des ménages moyens de 110 milles personnes. Globalement, la part de la classe des ménages modestes dans la population totale aurait baissé de 34% à 33,4%. En revanche, la part de la classe des ménages moyens augmenterait de 53% à 53,4% et celle des ménages aisés de 13% à 13,2%.

En matière de pauvreté, celle-ci serait marquée par une réduction de son effectif de l'ordre de 67 milles personnes, particulièrement dans le milieu rural où la baisse serait de près de 70 milles personnes. La pauvreté en milieu urbain serait accentuée d'environ 3 milles personnes.

L'augmentation des capacités productives du secteur agricole aurait généré une amélioration des revenus des détenteurs du capital qui se trouvent dans les classes moyenne et aisée. Leurs revenus seraient en hausse de 1,1% et de 0,7% respectivement. En revanche, il serait en baisse pour la classe modeste d'environ 0,5%.

De ce fait, les inégalités seraient en hausse puisque l'Indice de GINI passerait de 0,406 à 0,409, éliminant ainsi l'effet positif de la croissance sur la réduction de la pauvreté particulièrement dans le milieu urbain.

La deuxième simulation traite de l'hypothèse d'une augmentation du stock de capital du secteur touristique de 5 milliards de DH. Cette hypothèse se traduirait par une amélioration de la production du secteur de 21% et de la baisse de son prix intérieur de 35%, ce qui relancerait la demande en faveur du secteur d'environ 14%.

La demande domestique globale s'accroîtrait ainsi de 0,2% et la croissance économique de 0,2% également. Dans ce contexte, le revenu des ménages enregistrerait une hausse de 0,4%. Cette amélioration serait de l'ordre de 1,1% pour les ménages modestes, de 0,3% pour les ménages moyens et de 0,4% pour les ménages aisés. L'augmentation des capacités de production dans

l'activité touristique aurait un effet multiplicateur sur la rémunération du facteur travail, détenu davantage par les classes des ménages modestes et moyens.

L'augmentation des revenus des ménages, conjuguée à la baisse des prix intérieurs de 0,3%, induirait une amélioration de leur consommation de 0,7%. Cette augmentation serait de 1% pour les ménages modestes, de 0,5% pour les ménages moyens et de 0,8% pour les ménages aisés. Ainsi, 76 milles personnes quitteraient la classe des ménages modeste vers la classe des ménages moyens. La mobilité entre la classe moyenne et la classe aisée ne serait pas significative. Dans ce contexte, le nombre de pauvres régresserait de près de 11 milles personnes. Cette baisse serait réalisée en milieu rural puisque la pauvreté urbaine s'accroîtrait de près de 3 milles personnes.

Enseignements

Tableau synthétique : Croissance, inégalités et pauvreté

Rubriques	Situation de référence	Sim1 IR	Sim2 TVA	Sim3 Investissement	Sim4 Capital agriculture	Sim5 Capital tourisme
Croissance économique	-	0,37	0,1	1,4	2,6	0,2

Inégalités (GINI)	0,406	0,407	0,406	0,409	0,409	0,406
Pauvreté	9	9,1	9	8,3	8,8	9

1. Les différentes simulations illustrées font apparaître des améliorations de la croissance économique et d'une mobilité sociale ascendante, particulièrement dans le cas de l'augmentation de l'investissement global et l'amélioration des capacités productives.
2. Les niveaux de vie des classes de ménages dans toutes les simulations seraient améliorés sauf dans le cas de l'hypothèse d'une baisse de l'IR où la classe des modestes connaîtrait une légère détérioration de sa consommation en volume.
3. Dans le cas de l'augmentation de l'investissement global de 10%, la demande agrégée sur le marché domestique s'accroîtrait de 2% induisant une hausse des prix intérieurs de l'ordre de 3%, affectant ainsi la compétitivité des produits marocains.
4. La compétitivité des produits marocains serait renforcée dans le cas d'une extension des capacités productives, puisque l'offre globale serait en augmentation de 2,6% et les prix intérieurs seraient en baisse de 1,4% (cas du secteur agricole).
5. L'augmentation de l'investissement global se traduirait par un élargissement de la classe des ménages moyens qui passerait de 53% à 55% de la population totale et par une réduction de la pauvreté de plus d'un demi-point de pourcentage.
6. L'extension des capacités productives de l'agriculture induirait un élargissement de la classe des ménages moyens qui passerait de 53% à 53,4% de la population totale et d'une baisse de la pauvreté de 0,2 point de pourcentage.

7. Dans toutes les simulations, les inégalités seraient restées rigides à la baisse et se seraient parfois même accentuées.

8. Il ressort qu'au cas où les inégalités ne changeraient pas et que la croissance économique ne serait pas significative, la pauvreté se maintiendrait au même niveau. C'est le cas des simulations de la politique fiscale et de l'extension des capacités productives du secteur touristique.

9. Si les inégalités s'accroissaient même légèrement, la croissance économique devrait être très forte pour infléchir la pauvreté significativement. C'est le cas des simulations de l'augmentation de l'investissement global et de l'extension des capacités productives du secteur agricole.